

RELIGI  SCOPE

# LE PHÉNOMÈNE JIHADISTE EN TUNISIE

Olivier MOOS

Études et Analyses – N° 40 – Décembre 2017

URL : [http://religion.info/pdf/2017\\_12\\_Moos\\_Tunisie.pdf](http://religion.info/pdf/2017_12_Moos_Tunisie.pdf)

© 2017 Olivier Moos - Religioscope

## Résumé

*Cet article propose une analyse critique des facteurs les plus couramment invoqués pour expliquer la mobilisation jihadiste dans le seul pays ayant réussi à entreprendre une transition démocratique suite aux soulèvements dits des « Printemps arabes ». Nous catégorisons ces causes en quatre groupes thématiques : la conductivité de la situation socio-économique ; les effets d'opportunité introduits par la transition et la libéralisation politique ; le désenchantement postrévolutionnaire et les itinéraires des jihadistes ; l'ouverture soudaine d'un marché du religieux caractérisé par une vacance de légitimité. Notre conclusion est que le paradoxe souligné par de nombreux observateurs entre démocratisation et radicalisation violente n'est qu'apparent ; le phénomène jihadiste en Tunisie est le résultat contingent de l'alignement temporaire de facteurs micro, meso- et macroscopiques, parmi lesquels les aléas de la période transitionnelle occupent une place centrale.*

## Introduction

Si des Tunisiens ont été actifs sur différents théâtres du jihadisme (Afghanistan Tchétchénie, Bosnie, Irak, Syrie) depuis l'émergence de ce phénomène dans les années 1980, beaucoup d'observateurs ont été surpris par l'ampleur nouvelle de la mobilisation dans le pays. Les estimations du nombre de Tunisiens actifs dans des groupes jihadistes hors du pays varient fortement selon les sources<sup>1</sup> : entre 2000 et 6000 individus (pour une population de 11 millions). Le gouvernement tunisien a annoncé en 2015 que 15 000 Tunisiens avaient tenté de quitter le pays pour rejoindre des organisations de même facture<sup>2</sup>. Quelle que soit l'exactitude de ces chiffres, l'importance de ce phénomène en Tunisie est récente et a priori disproportionnée.

Sa nouveauté trouve d'abord sa source dans un environnement devenu particulièrement conducteur pour les insurrections armées de type jihadiste.

---

<sup>1</sup> En octobre 2015, le Soufan Group estimait leur nombre à environ 6000 : *Foreign Fighters. An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq*, The Soufan Group, New York, 15 décembre 2015. Les estimations des autorités tunisiennes sont nettement plus conservatrices et avançaient le chiffre de 2800 en janvier 2015 ([http://www.huffpostmaghreb.com/2015/01/30/jihadiste-tunisie-terrorisme\\_n\\_6572706.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2015/01/30/jihadiste-tunisie-terrorisme_n_6572706.html)). Un entretien avec un officiel de la sécurité tunisienne mené par l'International Crisis Group en février 2015 suggère que le chiffre souvent avancé de 6000 a été une exagération pour s'assurer du soutien occidental. Le chercheur tunisien Seif Eddine Trabelsi estime aussi que les chiffres ont été gonflés par l'État et un certain nombre d'ONG pour servir des agendas politiques ou sécuritaires à un moment clef de la transition (entretien avec S. E. Trabelsi, octobre 2017).

<sup>2</sup> Georges Fahmi et Hamza Meddeb, « Market For Jihad: Radicalization in Tunisia », Carnegie Middle East Center, octobre 2015, p. 3.



Une femme portant le voile intégral montre une copie du Coran lors d'un rassemblement organisé le 14 janvier 2013 à l'avenue Habib Bourguiba, dans la capitale Tunis, lors des célébrations du deuxième anniversaire de la révolution. © Chedly Ben Ibrahim - <https://chedlybenibrahim.wordpress.com/>

Localement d'abord, la géographie des marginalisations sociales et économiques recoupe largement celle des espaces d'implantation et viviers de recrutement du militantisme salafiste. À un niveau national ensuite, le processus de transition, incluant libéralisation politique et réformes institutionnelles, a fragilisé et limité les capacités de réponse et de contrôle de l'État. À l'échelle régionale finalement, les effets d'appel du conflit en Syrie, au Mali et la désagrégation de la Libye voisine, ont servi à la fois d'émulation à la mobilisation et de champs d'opportunité pour le développement et la consolidation de groupes islamistes armés.

Ce type de mobilisation violente représente une double menace pour la jeune démocratie tunisienne. La première est directe, sous la forme du terrorisme visant les intérêts de l'État, ou de violences localisées de basse intensité à l'endroit des femmes, artistes, religiosités traditionnelles, ONG ou encore militants progressistes. La seconde menace est indirecte : le processus de transition politique a temporairement et simultanément fragilisé les capacités

de contrôle de l'État et, par ses lenteurs et carences, frustré les attentes de changement radical au cœur du soulèvement populaire de 2011.

D'un côté, la progressive libéralisation du champ politique a libéré la parole des défenseurs, mais aussi des contempteurs de la démocratie, offrant une visibilité et une légitimité dans l'espace public au discours de contestation salafiste. De l'autre, les violences terroristes commises par les franges militantes armées de celle-ci ont forcé une croissante réponse répressive de forces de sécurité qui n'ont pas été réformées depuis Ben Ali<sup>3</sup>. Ces forces sont encore souvent considérées comme oppressives par le même segment de population qui fut le moteur du soulèvement<sup>4</sup> et le réservoir de recrutement des groupes salafistes. De plus, la tendance des forces de police à amalgamer « islamo-banditisme », jeune sous-prolétariat périurbain et militantisme salafiste-jihadiste n'a fait qu'ajouter du combustible sur une situation déjà tendue<sup>5</sup>. Le nouveau gouvernement (2015) a récemment réactivé une loi antiterroriste, adoptée sous Ben Ali (2003), restreignant les libertés des acteurs salafistes violents et non violents, emprisonnant des milliers d'individus, et suspendant arbitrairement le droit d'association de 157 groupes religieux, ainsi que plusieurs mosquées, en raison de leurs liens, supposés ou avérés, avec des activités terroristes<sup>6</sup>. Pour citer Mabrouka M'Barek, une élue de l'Assemblée constituante tunisienne de 2011(-2014), beaucoup en Tunisie s'interrogent sur ce qu'il reste de leur révolution<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> Yezid Sayigh, « Bringing Tunisia's Transition to its Security Sector », in *Carnegie-mec.org*, 6 février 2016. Le comportement violent et les bavures des forces de sécurité tunisienne ont perduré après la révolution et contribué à radicaliser nombre d'individus. Des jeunes, des militants mais aussi des journalistes ont été maltraités et emprisonnés, entraînant des mécanismes de revanche dans l'entourage familial ou social des victimes. Entretien avec Seif Eddine Trabelsi, octobre 2017.

<sup>4</sup> Olfa Lamoum, *Experiences and perceptions of young people in Tunisia: The case of Douar Hicher and Ettadhamen*, International Alert, février 2015.

<sup>5</sup> Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, « Ansar al-charia Tunisie : une institutionnalisation à la croisée des chemins », in *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 416.

<sup>6</sup> Aitemad Muhanna-Matar, « The limit-experience and self-deradicalisation: the example of radical Salafi youth in Tunisia », in *Critical Studies on Terrorism*, 2017, p. 4

<sup>7</sup> Mabrouka M'Barek, « Tunisia's revolution endures behind facade of 'success' », in *Middle East Eyes*, 30 juin 2017.

Malgré le succès des élections présidentielles de décembre 2014 qui virent le passage négocié du pouvoir entre la Troïka menée par le Parti de la Renaissance, En-Nahda, et un nouveau gouvernement de coalition, dirigé par l'ancien président du Parlement, Beji Caid Essebsi (incluant des partis séculiers, indépendants, islamistes et de gauche), le processus de réforme et d'établissement d'une démocratie libérale en Tunisie est donc encore fragile, affaibli par une corruption généralisée, les inerties héritées de l'ancien régime, une transition politique par consensus ralentissant les réformes nécessaires ainsi que les tensions sociales à la fois alimentées par la situation économique et aggravant celle-ci<sup>8</sup>.

## Esquisse du jihadiste tunisien

Nous disposons d'une première enquête quantitative du phénomène intitulée « Le Terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires », menée sous l'égide du Centre tunisien de la recherche et des études sur le terrorisme<sup>9</sup> (2016) et basée sur un échantillon d'individus poursuivis ou condamnés entre 2011 et 2015 pour terrorisme<sup>10</sup> en Tunisie. Cette étude a été présentée au public en octobre 2016<sup>11</sup> et dresse un premier portrait démographique du jihadisme dans le pays: 98.8% sont de nationalité tunisienne, 49% ont rejoint une organisation armée (plutôt que le soutien logistique ou la propagande en ligne par exemple), la majorité des cas étudiés se sont rendus en Libye (59%), 68% de

---

<sup>8</sup> Sarah Feuer, « Tunisia, a Success Story? The Troubles Rattling Its Still Fragile Democracy », in *Foreign Affairs*, 6 juillet 2017.

<sup>9</sup> Fondé fin 2015 par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.

<sup>10</sup> Selon les termes du rapport : « un échantillon d'accusés dont l'appartenance à la mouvance terroriste est prouvée soit par des aveux devant le juge d'instruction ou en audience devant la cour, soit par la saisie d'armes et de listes de cibles potentielles d'assassinat en leur possession en sus de la certitude de leur participation à des entraînements en Tunisie et à l'étranger. » (p.20). Religioscope a obtenu une copie du rapport, mais nous n'avons pas pu identifier un lien payant ou libre d'accès en ligne permettant sa lecture dans sa totalité. Un bon résumé de son contenu est accessible sur le site *Inkyfada* : <https://inkyfada.com/2017/01/terroristes-tunisie-dossiers-justice>.

<sup>11</sup> Entretien avec la démographe et sociologue Imen Kochbati, à Tunis, mai 2017. I. Kochbati a fait partie de l'équipe de recherche qui a produit le rapport « Le Terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires ».

célibataires (30.52% mariés), 40% bénéficient d'un niveau universitaire, 45.5% d'ouvriers (qualifiés ou non), la tranche d'âge la plus représentée sont les 25-29 ans (28.7%).

Seulement 0,85% des prévenus sont des acteurs religieux (imams, prédicateurs), alors que cette même étude souligne pourtant la place clef qu'ont occupée, pour le moins entre 2011 et 2015, les mosquées dans l'itinéraire des jeunes convertis au jihadisme, une donnée confirmée par d'autres recherches<sup>12</sup>. Contrairement au parcours type de leurs coreligionnaires européens, les lieux de prière semblent avoir été un espace privilégié dans les processus de radicalisation jihadiste, permettant le rassemblement, la diffusion de la propagande, le recrutement et la préparation au voyage vers des théâtres de guerre. Un tiers des accusés reconnaissent une influence prépondérante d'une figure charismatique – prêcheur, vétéran du jihad, etc. – dans leur itinéraire de conversion<sup>13</sup>. Cette donnée, pertinente surtout pour la période durant laquelle les forces de sécurité étaient plus affaiblies, contraste partiellement avec la manière dont le phénomène s'est construit en Europe : avec des variations entre les pays, la déconnexion entre pratique du culte et mobilisation jihadiste y est le plus souvent complète, et les processus de radicalisation rarement associés à une mosquée (même si la présence clef d'une figure charismatique a souvent été identifiée comme une variable importante).

Un autre aspect, similaire au profil du (néo)jihadiste européen, est la diversité : les combattants proviennent aussi bien des zones rurales qu'urbaines, issus de milieux socio-économiques différents et de situations professionnelles s'étageant du chômeur de longue durée à l'employé avec un travail stable, bénéficiant de niveaux d'éducation oscillant d'à peine alphabétisé au degré universitaire, avec ou sans expérience dans la criminalité.

Le chercheur Nate Rosenblatt a publié une analyse<sup>14</sup> de l'origine régionale d'un échantillon de plus de 3500 combattants étrangers ayant migré en Syrie

---

<sup>12</sup> Isabelle Werenfels, « Going "Glocal": Jihadism in Algeria and Tunisia », in *Jihadism in Africa*, Stiftung Wissenschaft und Politik, juin 2015, p. 62.

<sup>13</sup> « Le Terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires », p. 52.

<sup>14</sup> « All Jihad Is Local: What ISIS' Files Tell Us About Its Fighters », *New America*, juillet 2016.

pour rejoindre l'État Islamique (environ 10% du contingent étranger), données fournies par les formulaires d'enregistrement<sup>15</sup> collectés par les bureaucrates de l'État Islamique en Syrie entre mi-2013 et mi-2014. Ces données ont été révélées par un ancien combattant de l'organisation ayant fait défection en Turquie au début 2016. Ce rapport identifie les régions clefs de chaque pays concerné selon le taux de combattants étrangers par rapport à la population musulmane locale, et selon le pourcentage de candidats jihadistes par rapport au nombre total de combattants ayant rejoint l'EI originaires de ce même pays.

Ce que suggère l'étude de cet échantillon sur la situation en Tunisie, c'est que le phénomène jihadiste semble bien toucher l'ensemble du pays, au contraire par exemple de la Libye ou de l'Arabie Saoudite, où l'on distingue de fortes variations régionales des taux de mobilisation (respectivement 79% des combattants de ce registre provenaient de Benghazi ou Derna en Libye, 67% de Riyadh, La Mecque ou Qassim en Arabie Saoudite).

En Tunisie, la province de Kébili, une oasis aride et peu peuplée au centre du pays, contribue proportionnellement au plus haut volume de combattants dans le pays. Les candidats qui ont nommé cette province comme lieu de résidence correspondent peu ou prou à la moyenne de l'ensemble de l'échantillon de combattants étrangers en Syrie (le pourcentage d'hommes mariés est approximativement le même et ils bénéficient d'un accès à l'éducation relativement meilleur que leurs coreligionnaires d'autres pays, un petit nombre d'entre eux avaient même un niveau universitaire). Les jihadistes de Kébili, en revanche, ont accès à moins d'opportunités professionnelles que la moyenne de l'échantillon et voyagent très peu. Le fait qu'aucun d'entre eux n'ait rapporté d'expériences jihadistes préalablement à leur enregistrement auprès de l'État Islamique – une moyenne que se retrouve à l'échelle nationale, avec seulement 2.7% évoquant une expérience dans le jihad (contre 11.5% pour l'ensemble des individus enregistrés dans ces formulaires) – témoigne à la fois de la nouveauté du phénomène d'extrémisme violent en Tunisie, de sa complète déconnexion avec les acteurs religieux officiels et de la transformation du contexte sécuritaire après la révolution de 2011.

---

<sup>15</sup> Ces formulaires incluent sept questions sur l'âge, le statut marital, l'éducation, niveau de connaissance religieuse, formation professionnelle, pays visités et expérience préalable du jihad.

## Chronologie de la violence terroriste en Tunisie

Depuis 2012, des politiciens et agents de l'État ont été assassinés, l'industrie du tourisme a été la cible d'attaques d'envergures, et de nombreux accrochages entre forces de sécurité et militants ont lieu dans les zones frontalières avec l'Algérie et la Libye.

- En septembre 2012, trois jours après l'attaque de la mission américaine à Benghazi à laquelle Ansar al-Shari'a en Libye a participé, Ansar al-Shari'a en Tunisie (AST), alors la plus importante formation salafiste du pays, saccage l'ambassade des États-Unis à Tunis et une école américaine située à proximité. Selon les autorités tunisiennes, cette action a été ordonnée par le leader d'AST, Abu Iyadh al-Tunisi (Seifallah Ben Hassine).
- En février et juillet 2013, les politiciens progressistes Chokri Belaïd et Mohammed Brahmi sont assassinés à Tunis. Ces deux meurtres marquent le passage par Ansar al-Shari'a d'une stratégie de participation et de prédication vers la violence terroriste, et signalent un tournant majeur dans la relation entre le groupe salafiste et l'État tunisien. Les autorités répondent à ce changement en ciblant les formations salafistes et par une hausse substantielle des opérations antiterroristes. Ansar al-Shari'a en Tunisie est désignée organisation terroriste par le gouvernement en 2013 et ses membres contraints à la clandestinité ou à l'exil en Libye. Le démantèlement d'AST contribuera à la fragmentation du champ salafiste en Tunisie.
- L'attaque du musée national du Bardo en mars 2015, entraînant la mort de 23 personnes, et le massacre de 38 touristes sur la plage de l'hôtel Marhaba à Port al-Kantaoui en juin 2015, signalent un nouveau tournant. Bien que ces deux attaques aient généralement été attribuées à l'État Islamique en Libye, où une partie des acteurs impliqués auraient reçu un entraînement, l'opération a probablement été planifiée par le deuxième acteur central du jihadisme en Tunisie, la Katiba Okba Ibn Nafaa (KOIN). KOIN est un ensemble de cellules vraisemblablement originaires de l'État Islamique d'Azawad (nord Mali), composées au maximum d'une centaine de vétérans, menés par des Algériens, mais avec des membres



probablement en majorité tunisiens<sup>16</sup>, établis dans les régions montagneuses sur la frontière tuniso-algérienne. KOIN est affiliée à al-Qaïda dans le Maghreb Islamique (AQMI) et a vu dans la Tunisie un terrain où se relocaliser après sa défaite au Mali<sup>17</sup>.

- En mars 2016, l'État Islamique en Libye, coordonnant avec des cellules locales, lance un ambitieux assaut contre la caserne et le poste de la Garde nationale dans la ville frontière de Ben Guerdane. Au moins une cinquantaine d'individus (composés d'une majorité de Tunisiens), participent à cette attaque qui représente la première tentative d'insurrection et de prise de territoire en Tunisie par une organisation jihadiste. Si la Libye représente l'un des principaux lieux de repli et d'entraînement des acteurs jihadistes tunisiens, un nombre incertain de cellules liées soit à al-Qaïda dans le Maghreb islamique, soit à la franchise de l'État Islamique en Libye, sont disséminées dans les centres urbains et périurbains de tout le pays<sup>18</sup>.

## Identifier les causes du phénomène jihadiste

Le problème récurrent qui accompagne l'effort d'identification des causes majeures et mineures de l'extrémisme violent provient du fait que ces dernières ne sont « mesurables » que dans des espaces géographiques et temporels particuliers, créés par le jeu d'interactions entre les propriétés d'incitation, d'attraction ou de catalyse d'un certain nombre de facteurs qui s'étagent sous trois dimensions :

- Micro : l'espace où se joue l'interaction entre la subjectivité de l'acteur (traits psychologiques, croyances, expériences, désirs, etc.) et son milieu immédiat, plus particulièrement dans ce contexte les socialisations auxquelles l'individu participe (le groupe salafiste de son quartier par

---

<sup>16</sup> Isabelle Werenfels, art. cité, p. 60.

<sup>17</sup> Fabio Merone, « Explaining the jihadi threat in Tunisia », in *Opendemocracy.net*, 21 mars 2015.

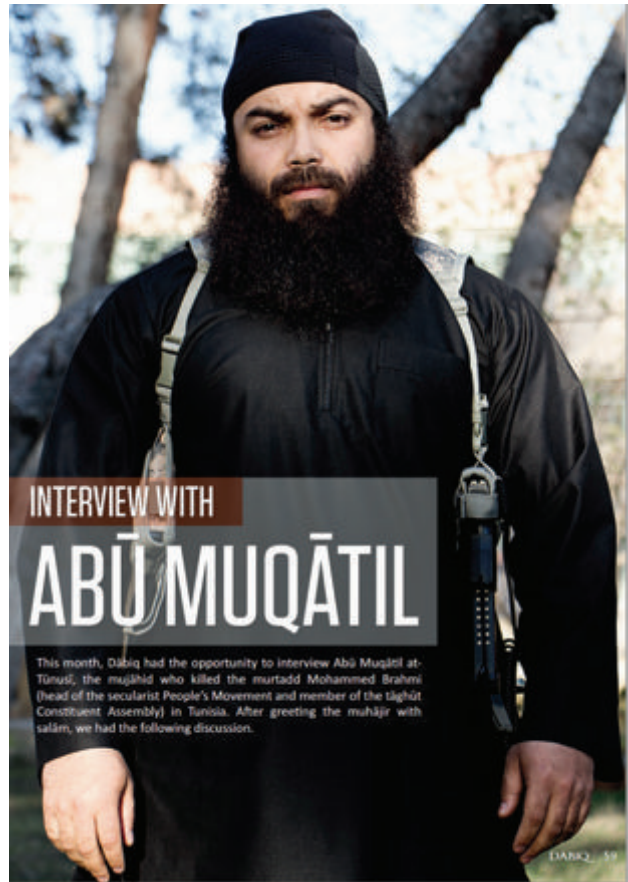
<sup>18</sup> Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires au ministère de l'Intérieur, experts en sécurité tunisiens et algériens, diplomates étrangers, Tunis, 2015-2016, in rapport International Crisis Group, *Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale*, 22 juin 2016, p. 5.

exemple). La conversion au jihadisme est toujours locale.

- Méso-scopiques : l'ensemble de facteurs comprenant, *inter alia*, le milieu culturel, le statut social, les identités de groupe (ethnique, religieuse, régionale) plus large dans lesquels ces acteurs évoluent.
- Macroscopique : la situation conjoncturelle, les pratiques institutionnelles et l'ordre politique du pays, ainsi que les répercussions directes et indirectes, avec leurs effets d'appel et d'opportunité, des pays voisins (fragmentation de la Libye, Mali) et, plus largement, du contexte régional (confrontation Iran vs Arabie Saoudite, guerre en Syrie et retour des vétérans tunisiens du jihad, etc.).

Notre analyse propose un découpage commenté des plus probables facteurs du phénomène jihadiste en Tunisie. À des fins de lisibilité, nous les avons classés en quatre groupes thématiques, non exhaustifs et perméables :

1. Situation socio-économique
2. Gouvernance et libéralisation politique
3. Désenchantement postrévolutionnaire
4. Champ religieux et vacance de légitimité



Tirée du huitième numéro de Dabiq (mars 2015), magazine de l'État Islamique, cette photographie introduit un entretien avec le Franco-Tunisien Boubaqar el Hakim, alias Abou Muqatil Al-Tunisi, vétéran du jihad irakien dans les rangs du groupe d'Abu Musab al Zarqawi (2004). Condamné en France à sept ans de prison après avoir été expulsé de Syrie où il avait été arrêté à son retour d'Irak. Libéré en 2011, il rejoint la Tunisie et assassine le député tunisien Mohammad Brahmi en juillet 2013. Il repart ensuite pour rejoindre l'EI en Syrie, où il sera tué par une frappe américaine en novembre 2016.

## 1. Situation socio-économique

*La Tunisie connaît une croissance encore trop faible pour pallier les problèmes récurrents du chômage, de la pauvreté et des inégalités, limitant fortement l'ascension sociale et les perspectives professionnelles de larges segments de la jeunesse. Celle-ci a été le moteur du soulèvement populaire contre la dictature de Ben Ali et représente aussi, incidemment, le vivier de recrutement des groupes extrémistes.*

L'argument socio-économique est basé sur la supposition que la triade pauvreté, misère sociale et chômage représente la cause majeure de mobilisation dans un groupe violent ou insurrectionnel. L'idée que cette conjonction de facteurs « cause » l'extrémisme violent est largement rejetée par la littérature spécialisée, mais il n'en demeure pas moins que la conjoncture socio-économique influence le phénomène indirectement.

Une recherche quantitative et qualitative menée fin 2016 à Beja en Tunisie par l'International Republican Institute (IRI)<sup>19</sup> a mis en évidence que les raisons les plus fréquentes citées par les personnes interrogées pour expliquer le passage à l'extrémisme violent étaient les conditions économiques et la corruption institutionnelle. Un sondage effectué par la même organisation en janvier 2017 révèle que la majorité des individus recrutés dans un groupe radical étaient au chômage, un état qui entraînerait un sentiment d'inutilité et de perte de confiance en soi<sup>20</sup>, pouvant susciter des griefs à l'encontre d'un gouvernement ou d'une société tenus pour responsables, et par extension, chez un certain nombre d'individus, la volonté de compenser ou corriger ces sentiments par la révolte violente.

Les inégalités socio-économiques et la perception des causes de cette inégalité possèdent une qualité conductrice et accélératrice sur l'itinéraire de radicalisation des individus, surtout dans un contexte politiquement, idéologiquement et/ou ethniquement polarisé. Par exemple, le manque de ressources ou le dysfonctionnement des institutions d'un État peuvent créer des effets d'opportunité captés par des groupes extrémistes, lesquels gagnent un

---

<sup>19</sup> *Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Tunisia*, International Republican Institute, 2017

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 11

capital de soutien et de légitimité au sein d'une population locale en délivrant des services incombant traditionnellement à l'État (santé, éducation, œuvres sociales, « sécurité »).

Ce sont ces mêmes circonstances qui seront rapidement exploitées par Ansar al-Shari'a (AST) dès les premiers mois après la chute du régime de Ben Ali. AST est un mouvement qui revendiquait une identité authentiquement jihadiste – dans ses objectifs, symboles, références et littérature – mais avec néanmoins initialement la volonté de s'intégrer à l'expérience postrévolutionnaire sans utiliser la violence armée, avec un effort de donner voix à une classe sociale marginalisée des banlieues les plus pauvres des centres urbains<sup>21</sup>. Les dirigeants d'AST ont montré, pendant une courte durée, un certain degré de pragmatisme dans le contexte transitionnel tunisien, renonçant à mener le jihad armé en terre tunisienne (ou, si on adopte une interprétation plus pessimiste, le différant stratégiquement) au profit d'un mélange de prédication religieuse, vigilantisme et activisme social, particulièrement dans les zones urbaines délaissées par les services publics.

La crise économique et ses conséquences n'ont donc pas « causé » l'émergence d'AST, mais ont contribué à fertiliser son terrain de recrutement et légitimer son discours.

## **2. Gouvernance et libéralisation politique**

*La progressive libéralisation du champ politique a libéré la parole des défenseurs, mais aussi des contempteurs de la démocratie, offrant une présence dans l'espace public et surtout une légitimité au discours de contestation salafiste.*

La combinaison entre un élargissement des libertés civiles et une politique d'inclusion des acteurs salafistes (y compris jihadiste)<sup>22</sup> (2011/12-2013) choisie par le gouvernement d'intérim et reprise par En-Nahda

---

<sup>21</sup> Fabio Merone, « Between social contention and takfirism: the evolution of the Salafi-jihadi movement in Tunisia », in *Mediterranean Politics*, 2016, p. 4 et suiv.

<sup>22</sup> Nadia Marzouki, « Tunisia's Rotten Compromise », in *Middle East Research and Information Project*, 10 juillet 2015.

ont ouvert un espace dans lequel les acteurs salafistes ont rapidement pu s'engouffrer. Les autorités ont en effet d'abord adopté une attitude passive vis-à-vis des mouvements salafistes-jihadistes<sup>23</sup> : aucune tentative ne fut faite, par exemple, pour reprendre les mosquées qu'Ansar al-Shari'a utilisait pour le recrutement de jihadistes et la prédication salafiste, ni pour mettre un terme aux pratiques – plus ponctuelles qu'organisées<sup>24</sup> – de vigilantisme<sup>25</sup>. Confronté à la difficulté à harmoniser ses deux identités islamiste-démocrate<sup>26</sup> (des gages d'authenticité islamiste pour les uns, et de conviction démocratique pour les autres) et d'opérer une coupure claire avec les élites de l'ancien régime, En-Nahda a ouvert malgré lui un espace pour la contestation sociale et politique<sup>27</sup>.

Cette libéralisation du champ politique a aussi entraîné un effet combinatoire entre, d'un côté, la nécessaire réforme du judiciaire<sup>28</sup> et l'affaiblissement temporaire des forces de sécurité (limogeages, examen public des abus, manque de coordination et confiance entre les institutions sécuritaires) ; et, de l'autre, la libération et le retour d'exil de plusieurs milliers de militants islamistes et salafistes. Cette vague de libération a été lancée dans le cadre d'une loi d'amnistie générale pour les prisonniers politiques annoncée le 20 janvier 2011 et promulguée officiellement le 19 février : des centaines de salafistes-jihadistes bénéficiant d'une expérience de la clandestinité et du combat, acquise en Afghanistan, Bosnie, Irak ou Tchétchénie, furent remis en liberté ou autorisés à revenir au pays. Parmi les jihadistes qui revinrent d'exil

---

<sup>23</sup> *Idem*

<sup>24</sup> Entretien avec Seif Eddine Trabelsi, octobre 2017.

<sup>25</sup> Marwa Farid, « Rethinking the inclusion-moderation hypothesis: Why radical Salafism thrived under the rule of Islamists in Egypt and Tunisia, 2011-2013 », in *The Challenge of Jihadist Radicalization in Europe and Beyond*, European Policy Center, 2017, p. 72.

<sup>26</sup> En mai 2016, le parti En-Nahda a annoncé la séparation de ses activités politiques et de prédication (ONGs). Cf. Laura M. Gaveriaux, « Évolution ou rupture pour les islamistes ? Retour sur le congrès d'Ennahda en Tunisie », in *Orient XXI*, 9 juin 2016.

<sup>27</sup> Haim Malka et Margo Balboni, « Tunisia: Radicalism Abroad and at Home », Center for Strategic & International Studies (CSIS), juin 2016, chap. 2 ; Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, art. cité, in *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, p. 416.

<sup>28</sup> Nathan J. Brown et Benjamin Helfand, *Reforming Justice: The Failure of Politics and Rule-of-Law Reform in Egypt and Tunisia*, The Century Foundation, 7 mars 2017.

pendant cette période se trouvaient des membres d'Ansar al-Sharia et les futurs cadres de la brigade Okba Ibn Nafaa (KOIN)<sup>29</sup>.

Cette stratégie visant à la normalisation progressive de ces mouvements fut un choix politique des dirigeants d'En-Nahda, un parti politique islamique hétérogène comprenant des tendances très diverses. Les leaders du parti estimaient que cette forme d'extrémisme était le produit de la répression du régime de Ben Ali et des problèmes structurels du pays, une forme étrangère à l'islam tunisien et donc une greffe temporaire et réversible. Rachid Ghannouchi, cofondateur et figure intellectuelle majeure de ce parti, expliquait en 2012 que son mouvement reconnaissait la spécificité de la Tunisie dans la scène régionale, soutenant qu'il n'existait pas dans le pays de potentiel pour une compréhension extrémiste de l'islam<sup>30</sup>.

L'idée centrale de cette politique était que, si le salafisme-jihadiste en Tunisie était une aberration fabriquée par la répression, avec la crise économique comme facteur aggravant, ce processus pouvait être inversé en faisant du politique l'outil de (re)modération des acteurs. Cette ambition impliquait naturellement leur participation à un processus politique démocratique, processus mis en œuvre, qui plus est, par un parti jouissant d'un solide bilan d'opposition à l'ancien régime.

Selon ce postulat, les mécanismes et pratiques inhérents à un régime démocratique procureraient des bénéfices tangibles à leurs participants (alliances, responsabilités ministérielles, présence médiatique), solidifiant ainsi leurs intérêts à respecter les règles du jeu, et encourageraient par extension une modération comportementale (voire progressivement idéologique). Cette modération serait produite à la fois par :

1. les dynamiques d'interactions, négociations et compromis entre forces politiques ;

---

<sup>29</sup> Aaron Y. Zelin, Andrew Lebovich, Daveed Gartenstein-Ross, « Al-Qa'ida in the Islamic Maghreb's Tunisia Strategy », in *CTC Sentinel*, 23 juillet 2013.

<sup>30</sup> Anne Wolf, interview with Sheikh Rachid Ghannouchi, Tunis, 10 août 2012. Cité in Anne Wolf, « An Islamist "renaissance"? Religion and politics in post-revolutionary Tunisia », in *The Journal of North African Studies*, vol. 18, n° 4, 2013, p. 561.

2. la nécessité d'élargir son électorat, entraînant un effet centripète sur ces forces en les faisant dériver en direction du centre ;

3. l'affaiblissement des capacités de recrutement et de soutien populaire des groupes extrémistes entraîné par la création d'alternatives crédibles au sein du système politique.

L'itinéraire même d'En-Nahda, néanmoins, ne plaidait guère pour l'adoption de ce modèle inclusif : c'est bien plutôt l'exclusion, via la répression de l'État et la marginalisation sociale, qui semble avoir motivé un parti islamiste antidémocratique et antilibérale dans les années 1970 à réviser sa posture idéologique et à se transformer en une formation politique reconnaissant la légitimité des mécanismes démocratiques et l'importance des libertés civiles et droits de l'homme dans une société plurielle<sup>31</sup>.

Il est en ce sens remarquable que la direction du Parti de la Renaissance prit la décision en 2012, après un houleux débat interne<sup>32</sup>, de ne pas inscrire dans la nouvelle Constitution de référence explicite à la Shari'a comme source du droit, signalant ainsi à ses partenaires politiques que la démocratisation institutionnelle primait à ses yeux sur l'agenda idéologique, mais simultanément décevant la frange plus conservatrice du parti<sup>33</sup> et aliénant les milieux salafistes.

En-Nahda amenda le cadre légal régulant le droit de participation aux élections d'un parti politique et légalisa en 2012 quatre partis politiques ultra-conservateurs : Hizb ut-Tahrir (Parti de la Libération), Hizb al-Asalah (le Parti de l'Authenticité), Jabhat al-Islah (Le Front de la Réforme) et Hizb al-Rahma (le Parti de la Miséricorde). C'est le compromis d'En-Nahda sur la Shari'a dans la

---

<sup>31</sup> Francesco Cavatorta et Fabio Merone, « Moderation through exclusion? The journey of the Tunisian Ennahda from fundamentalist to conservative party », in *Democratization*, vol. 20, n° 5, 2013, pp. 857-875.

<sup>32</sup> Entretien avec Seif Eddine Trabelsi, octobre 2017.

<sup>33</sup> Une aile plus révolutionnaire et idéologique (Habib Ellouze et Sadok Chourou) de ce parti défend des positions vis-à-vis de l'application de la Shari'a dans le droit constitutionnel en phase avec celles des salafistes : Anne Wolf, « An Islamist 'renaissance'? Religion and politics in post-revolutionary Tunisia », art. cité, p. 566.

Constitution qui a été une des motivations clefs à la constitution de ces partis<sup>34</sup>. La participation de l'électorat salafiste fut très modeste, suggérant son désintérêt pour cette ouverture politique<sup>35</sup> et témoignant aussi de la réticence de la majorité des salafistes tunisiens envers la notion même de partis politiques<sup>36</sup>. Cette réticence représentait une épine supplémentaire plantée sur le flanc de cette stratégie d'intégration de formation idéologiquement aux antipodes des valeurs et pratiques d'une société démocratique.

Il est vrai que, pendant les deux premières années suivant la chute du dictateur, cette politique semblait prometteuse. La principale formation salafiste-jihadiste du pays, Ansar al-Shari'a, considérait la Tunisie comme une terre de prédication et prit temporairement les atours d'un acteur social « normal ».

Bien qu'idéologiquement jihadiste et fondé par un compagnon de route d'al-Qaïda<sup>37</sup>, Ansar al-Shari'a en Tunisie est plus qu'une simple vitrine locale de ce mouvement. Sa création a réuni des jihadistes vétérans (à l'instar du fondateur Abou Iyadh ou du vétéran d'al-Qaïda en Italie Sami Essid) saisissant les possibilités ouvertes par un champ politique libéralisé par la fin du régime de Ben Ali, et une nouvelle génération de jeunes Tunisiens socialisés par le courant salafiste maqdiyyiste (Abou Mohamed al-Maqdissi), qui met un accent sur la prédication parmi les outils du combat jihadiste<sup>38</sup>.

Ansar al-Shari'a en Tunisie illustre la manière dont une formation cadrée idéologiquement par le salafisme-jihadisme, mais émergent et se développant dans un moment et un contexte particulier (2011-2013), a pu choisir de s'adapter temporairement à un environnement pluriel et en phase de

---

<sup>34</sup> Marwa Farid, « Rethinking the inclusion-moderation hypothesis: Why radical Salafism thrived under the rule of Islamists in Egypt and Tunisia, 2011 – 2013 », art. cité, p.71.

<sup>35</sup> *Idem*

<sup>36</sup> Monica Marks, « Youth Politics and Tunisian Salafism: Understanding the Jihadi Current », in *Mediterranean Politics*, vol. 18, n° 1, 2013, p. 108.

<sup>37</sup> Il a évolué dans les cercles d'al-Qaïda en Afghanistan dans les années 1990 et est soupçonné d'avoir été impliqué dans l'assassinat d'Ahmed Shah Massoud (9 septembre 2001).

<sup>38</sup> Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, « Ansar al-charia Tunisie : une institutionnalisation à la croisée des chemins », art. cité, pp. 421-422.





La Tunisie de l'après-révolution affiche une nouvelle présence politique des islamistes © 2011 Houda Trabelsi - Magharebia - <https://www.flickr.com/photos/magharebia/> (licence Creative Commons).

démocratisation. Cette période de grâce succédant à la fin de la dictature a créé des *stimuli* suffisamment séducteurs pour que les dirigeants du groupe choisissent de s'intégrer à l'expérience sociale et politique tunisienne postrévolutionnaire en adoptant, pour le moins en surface, le comportement d'un mouvement social plutôt que celui d'un groupe insurrectionnel<sup>39</sup>. Sensibles à sa légitimité et son image publique, les dirigeants d'Ansar al-Shari'a ont été capables d'un certain degré de pragmatisme et de normalisation dans le contexte transitionnel tunisien, utilisant la prédication religieuse et l'activisme social dans les zones périphériques délaissées par les services publics.

Cette adaptation comportementale ne signifie pas que ces acteurs étaient prêts à réformer leur idéologie antilibérale et antidémocratique, ni que cette forme de *jihād light* était toujours dénuée de violences, ainsi qu'en témoignaient

---

<sup>39</sup> Fabio Merone, « Between social contention and takfirism: the evolution of the Salafi-jihadi movement in Tunisia », in *Mediterranean Politics*, 2016, p. 4 et suiv.

déjà, pendant cette période d'inclusion, un certain nombre d'incidents liés à des affrontements avec la police, des tentatives d'imposition de la norme religieuse dans certains quartiers (parfois opéré par d'anciens voyous « convertis »), des cas de harcèlement de femmes non voilées, des manifestations violentes contre des performances artistiques, cinémas ou chaînes TV, destructions du patrimoine (tombes et mausolées soufis)<sup>40</sup>, ou encore quelques attaques contre les vendeurs d'alcool.<sup>41</sup>

### 3. Désenchantement postrévolutionnaire

*Les espoirs de justice sociale, d'amélioration des services publics et de croissance économique se sont heurtés à la réalité d'une transition politique réclamant des réformes institutionnelles et économiques profondes, mais simultanément confrontée aux inerties d'un système kleptocratique hérité de l'ère Ben Ali<sup>42</sup>. Le désenchantement postrévolutionnaire a été un facteur de mobilisation clef dans le sens où l'échec perçu des promesses de la révolution a laissé le champ de la contestation radicale au seul récit salafiste-jihadiste.*

L'espoir de la population tunisienne – plus sensiblement encore parmi ses segments marginalisés – d'une amélioration notable de sa situation a cédé la place à une désillusion et à une perte de confiance proportionnelles aux attentes que l'optimisme révolutionnaire avait fait naître<sup>43</sup>. Ce sentiment de remarginalisation, en quelque sorte, a laissé certains segments de la population

---

<sup>40</sup> <https://theantiquitiescoalition.org/cultureunderthreat-smart-m-app/>

<sup>41</sup> Il semble que ces incidents furent plus rares que ne le suggèrent les articles et faits divers popularisés par une presse tunisienne très antipathique à l'endroit des salafistes. Entretien avec Seif Eddine Trabelsi, octobre 2017.

<sup>42</sup> Rapport International Crisis Group, *La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie*, 10 mai 2017. Pour une lecture alternative de ce problème, voir Max Gallien et Mohamed Dhia Hammami, « Corruption and Reform in Tunisia: The Dangers of an Elitist Analysis », in *Jadaliyya.com*, 30 mai 2017.

<sup>43</sup> Une large majorité des jeunes vivant dans les banlieues de Tunis estiment que la situation n'a pas changé et 46% la considèrent pire. Cf. Olfa Lamoum (collectif), *Experiences and Perceptions of Young People in Tunisia: The Case of Douar Hicher and Ettadhamen*, op. cit., pp. 4-5.

plus enclins à être séduits par des moyens d'exprimer leurs griefs dans la violence et de recouvrer une identité dans la révolte<sup>44</sup>.

Cette notion des griefs est en effet centrale dans l'analyse de ce qu'il est convenu d'appeler les processus de radicalisation : elle décrit le mécontentement personnel qui peut naître de la perte de statut, d'une crise transitionnelle, de la marginalisation économique ou culturelle, discriminations sociales ou encore ségrégations urbaines. Un sentiment d'aliénation ou de victimisation peut aussi naître de la perception d'une injustice généralisée, produite par les autorités locales ou nationales, et plus largement par un ordre international perçu fondamentalement injuste et antimusulman. Il existe un robuste consensus dans la littérature spécialisée soutenant que les griefs vécus ou imaginés par l'individu sont de puissants facteurs de radicalisation<sup>45</sup>, et que celle-ci peut inciter un individu à se mobiliser dans un groupe contestataire violent, qui peut être de nature plus ou moins criminelle, ou plus « religieuse » et identitaire dans le cas du jihadisme.

Comme le suggèrent l'analyse du parcours de nombreux jihadistes européens ainsi qu'un certain nombre d'observations faites en Tunisie<sup>46</sup>, il existe une affinité entre expérience criminelle et engagement jihadiste<sup>47</sup>, pour deux raisons principales : la première est que la familiarité avec la violence et l'acquisition de compétences utiles à cette activité facilitent le passage à la violence sacralisée et rédemptrice<sup>48</sup> du jihadisme et peuvent être réinvesties dans celle-ci ; la deuxième repose sur les effets d'opportunités qu'une socialisation forcée dans les prisons peut favoriser entre jihadistes et criminels,

---

<sup>44</sup> IRI, *Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Tunisia*, op. cit., pp. 17-18.

<sup>45</sup> Mohammed Hafez et Creighton Mullins, « The radicalization puzzle : A theoretical synthesis of empirical approaches to homegrown extremism », in *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 38, n° 11, 2015.

<sup>46</sup> Rapport International Crisis Group, *Tunisie : violences et défi salafiste*, n° 137, 2013, p. 21.

<sup>47</sup> Rajan Basra et Peter R. Neumann, « Criminal Pasts, Terrorist Futures: European Jihadists and the New Crime-Terror Nexus », in *Perspectives on Terrorism*, vol. 10, n° 6, décembre 2016, pp. 25-40.

<sup>48</sup> En Tunisie, cette conversion des voyous de quartiers au salafisme (quiétiste ou jihadiste) fut d'autant plus importante qu'elle offrait une double rédemption, spirituelle et politique, à une multitude de collaborateurs et informateurs recrutés par les forces de sécurité. Voir ICG, *Tunisie : violences et défi salafiste*, op. cit., p. 21.

ainsi que le suggère l'expérience d'Ansar al-Shari'a dans les geôles de Ben Ali. Il semble que les prisons du régime créèrent, depuis 2003, l'espace de rencontre entre la génération des jihadistes d'Afghanistan et une nouvelle génération de jeunes Tunisiens.

Plus d'un observateur souligne que, si les facteurs de mobilisation et les profils des jihadistes tunisiens sont divers, un motif semble faire l'unanimité : le mélange de frustration et de désespoir, un trait qui se retrouve parmi leurs pairs dans d'autres pays de la région<sup>49</sup>, maux qui ne peuvent être corrigés – aux yeux d'une partie de ces révoltés – que par l'administration d'une médecine violente et révolutionnaire. Ces formes symboliques et réelles de violence ont été adoptées par des groupes et des individus parce qu'ils ne voyaient pas d'autre issue pour corriger ces griefs bien réels dans un système ossifié par la corruption et l'autoritarisme.

En ce sens, le salafisme-jihadisme s'inscrit au moins partiellement dans cette logique plus large de contestation d'un ordre jugé répressif et injuste, une logique qui autorise occasionnellement des chevauchements et convergences entre des appartenances contestataires *a priori* aux antipodes (anarchisme gauchiste et salafisme)<sup>50</sup> : il est l'un des langages disponibles pour articuler sa révolte. Ansar al-Shari'a, à la fois par le biais de son crédit d'organisation idéologiquement salafiste-jihadiste et par son mélange de prédication, d'activisme médiatique et d'œuvres sociales, a pu ainsi capitaliser sa position dans le marché des identités religieuses et contestatrices, à la fois sous la forme d'un label contestataire et par le biais de ses structures locales. De toute évidence cette offre correspondait à une demande : AST comptait entre 40 et 50'000 membres dès 2012<sup>51</sup>.

Même après les violences commises par cette organisation et sa condamnation comme terroriste par le gouvernement, un pourcentage notable des jeunes évoluant dans les périphéries urbaines conservait une opinion

---

<sup>49</sup> Haim Malka et Margo Balboni, « Tunisia: Radicalism Abroad and at Home », art. cité, chap. 5.

<sup>50</sup> Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, « Ansar al-charia Tunisie : une institutionnalisation à la croisée des chemins », art. cité, p. 424.

<sup>51</sup> <http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/547#note10>

ambivalente sur le groupe, oscillant entre reconnaissance de son extrémisme et rejet de l'appellation terroriste, une position souvent encouragée par une familiarité avec les actions sociales du groupe ou avec un jihadiste de leur quartier s'étant rendu en Syrie<sup>52</sup>. Ce modèle est en phase avec ce que les recherches sur les contingents de radicalisés en Europe révèlent : l'élément clef n'est pas tant la situation économique ou le niveau d'éducation que la question de statut et d'identité.

Aux yeux de nombreux Tunisiens, l'établissement d'un ordre démocratique n'a pas transformé leur statut de marginalisés, corrigé le clientélisme et la corruption qui perpétuent les injustices, ni fondamentalement altéré le quotidien des interactions locales, routinières, entre jeunesse et forces de l'ordre. L'approche graduelle de la transition politique, fondée sur vision à long terme, ne peut pas offrir un récit aussi séduisant que l'utopie du salafisme-jihadiste promettant à la fois l'établissement immédiat d'un ordre juste et le lyrisme héroïque d'un combat armé contre le vice et l'infidèle. La nouvelle religiosité salafiste vient offrir un nouveau logiciel de contestation islamiste que la vieille garde d'En-Nahda, rentrée d'exil et convertie au pragmatisme politique, ne savait ou ne voulait plus formuler<sup>53</sup>.

Il est révélateur que le terme de « violence » revienne souvent dans la description que les participants à l'étude de l'IRI ont faite de leur expérience personnelle avec la corruption et la discrimination sociale, non seulement violence physique, mais aussi morale sous la forme de délais handicapants, sans explication, traitements irrespectueux et humiliants, etc.<sup>54</sup>. En lisant ces témoignages, c'est le parcours du jeune Mohammed Bouazizi (1984-2011) qui vient naturellement à l'esprit : il s'immola par le feu en décembre 2010 en protestation contre ces violences physiques et morales, déclenchant les émeutes qui seront l'étincelle embrasant les foyers des « Printemps arabes ». De même qu'une violence « radicale » appliquée contre lui-même apparut vraisemblablement au jeune Bouazizi comme la seule réponse disponible pour

---

<sup>52</sup> Olfa Lamoum, *Experiences and perceptions of young people in Tunisia*, op. cit., p. 29.

<sup>53</sup> International Crisis Group, *Tunisie : violences et défi salafiste*, op. cit., p. 11.

<sup>54</sup> IRI, *Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Tunisia*, op. cit., p. 16.

dénoncer cette normalisation de la maltraitance, une minorité de jeunes Tunisiens embrassent la révolte armée comme seule alternative pour une transformation à la fois de leur statut et de leur identité (de chômeurs passifs à moudjahidin actifs).

L'écosystème d'où sont issus les jihadistes tunisiens est celui des périphéries<sup>55</sup>, dans son acception géographique (rurale, banlieues urbaines), mais aussi sociale, économique, éducationnelle et professionnelle – le chômage comme déni d'appartenance<sup>56</sup>, et par extension psychologique, c'est-à-dire la manière dont les individus articulent et (re)négocient leur identité conformément à leurs expériences de marginalisation. Ces plurimarginalisés du système partagent le même sentiment de déception envers une révolution qui ne semble apporter aucun changement et une société qui paraît nier leur appartenance<sup>57</sup>.

La contradiction entre les attentes élevées de la révolution de 2011 et l'inévitable déception de la réalité de la transition a créé un environnement conducteur pour une idéologie offrant à la fois de l'authenticité, une sacralisation de la révolte radicale, la promesse de justice et probité immédiate.

La marginalisation des jeunes Tunisiens est multidimensionnelle et dépasse le profil prévisible du candidat pauvre et non qualifié : en 2012, un rapport de la Banque Mondiale soulignait que le chômage avait même augmenté depuis la révolution de 2011 parmi la population des jeunes bénéficiant d'une formation de haut niveau<sup>58</sup>. Ce problème est rendu plus aigu par le fait que le chômage en Tunisie touche plus durement la catégorie des jeunes diplômés, en même temps issus de familles pauvres ou de classe

---

<sup>55</sup> Les quartiers de Douar Hicher et Ettadhamen dans le Grand Tunis, Bizerte, Kasserine et le Djebel Chaambi, Ben Guerdane, Sidi Bouzid, Kairaouan et les villes du nord-ouest comme Sejnane et Menzel Bourguiba.

<sup>56</sup> Valentina Colombo, « Multiple Layers of Marginalization as a Paradigm of Tunisian Hotbeds of Jihadism », in *Jihadist Hotbeds Understanding Local Radicalization Processes*, Istituto Per Gli Studi Di Politica Internazionale, 2016, p. 115.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>58</sup> M. Marks, « Youth Politics and Tunisian Salafism: Understanding the Jihadi Current », art. cité, p. 110.

moyenne vivant en périphérie des zones urbaines ou périurbaines<sup>59</sup>. Le récit jihadiste séduit une minorité de cette catégorie dont les membres détiennent théoriquement tous les outils d'une réussite sociale, mais qui se retrouvent néanmoins exclus du système. Qualifiés ou non, pauvres ou de classe moyenne, un nombre remarquable de jeunes Tunisiens (et Tunisiennes) trouvent donc une réponse à leur déficit de statut et recherche d'identité dans le récit révolutionnaire jihadiste, le seul radicalement antisystème<sup>60</sup>.

Cette approche passant par les identités de révolte et des acteurs « actifs » est plus convaincante que celle suggérant que le phénomène jihadiste s'explique par le *brainwashing* idéologique opéré par des acteurs extrémistes sur une jeunesse naïve et « passive »<sup>61</sup>. Il est vrai qu'un certain nombre d'enquêtes soulignent l'importance des lieux de culte, des figures charismatiques et de l'idéologie salafiste dans l'itinéraire de mobilisation jihadiste en Tunisie (et ailleurs). Cependant, la notion pour le moins spéculative<sup>62</sup> de « lavage de cerveau » est le versant psychologique de l'explication par une causalité mécanique dont jouiraient l'économique ou le politique : une métaphore pour décrire l'annulation du libre arbitre des acteurs dans les mains d'un prêcheur. Or, plus que le récit idéologique lui-même, c'est le processus d'induction et de socialisation dans un groupe salafiste qui accélère et confirme la conversion (volontaire) d'un individu au jihadisme.

Cette contre-culture jihadiste épouse des formes en partie déterminées par son ancrage local, mais ni les processus de radicalisation ni cette forme de révolte ne sont des singularités du terrain tunisien : il existe une sous-culture contemporaine et globale de la révolte jihadiste, un ensemble syncrétique de pratiques, récits et symboles (esthétiques, spirituelles, martiales, vestimentaires,

---

<sup>59</sup> Correspondance avec Imen Kochbati, septembre 2017.

<sup>60</sup> Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, art. cité, in *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, p. 417. Voir aussi IRI, *Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Tunisia*, op. cit., p. 12.

<sup>61</sup> À titre d'illustration, voir Sihem Drissi, « The Reality of the Terrorist Phenomenon in Tunisia's Nascent Democracy », *Fikra Forum*, Washington Institute, dans lequel cet auteur écrit : « *The problem of terrorism in Tunisia is not merely a phenomenon of violence. It is instead a crisis of youths being brainwashed by extremist thoughts and hostility in the name of religion* ».

<sup>62</sup> Voir par exemple Simon Cottee, « The Zoolander Theory of Terrorism », in *The Atlantic*, 12 mai 2015.

musicales (etc.), mélangeant les registres – pour faire court – d’une sous-culture globale du divertissement et du récit utopique du néo-jihadisme<sup>63</sup>. Contrairement aux discours de transition politique ou à l’ambivalence des islamo-démocrates, le récit jihadiste a pour lui d’être simple (la *shari’a* comme réponse aux problèmes socio-économiques), rapidement digestible, ne requérant pas de culture particulière ou de longues études, procurant des règles discriminantes et distinctives pourvoyeuse d’ordre dans un environnement fluide et transitionnel, et un puritanisme fabriquant une « authenticité » prêt-à-porter.

#### **4. Champ religieux et vacance de légitimité**

*Par l’expression de « vide religieux », nous suggérons que le contrôle étroit par l’État de l’expression religieuse a entraîné une délégitimation des institutions et des acteurs de l’islam officiel. Un dépérissement de la qualité de l’enseignement et de la pratique s’en est suivi, créant une sorte de vacance d’authenticité dans un champ religieux mal équipé pour répondre aux attentes et besoins d’un nombre croissant de musulmans que ni le sécularisme ni un islam corseté par l’État ne séduisaient. C’est ce vide que les salafistes et leurs coreligionnaires jihadistes ont su exploiter après la révolution de 2011.*

Un facteur qui revient régulièrement parmi les observateurs est celui de la politique de contrôle étatique et de modernisation agressive, adoptée avec plus ou moins de zèle et de nuance dès le premier gouvernement (1957-1987) d’Habib Bourguiba : la marginalisation des acteurs du champ religieux et leur remplacement par des fonctionnaires nommés par l’État ont créé un vide de légitimité du discours religieux, ouverture dans laquelle les prêcheurs salafistes purent rapidement s’engouffrer dès la chute du despote.

Dès les premiers mois du soulèvement, des centaines d’imams furent chassés de leur poste par des acteurs salafistes de diverses obédiences<sup>64</sup>. Cette libéralisation soudaine et chaotique du marché religieux vit un nombre

---

<sup>63</sup> Voir *Le jihad s’habille en Prada*, Cahier Religioscope n° 14, 2016 - <https://www.religion.info/2016/08/10/analyse-des-conversions-jihadistes-en-europe>

<sup>64</sup> Anne Wolf, « The Radicalization of Tunisia’s Mosques », in *CTC Sentinel*, West Point, 30 juin 2014.



considérable de jeunes salafistes, avec peu, voire aucune formation théologique, réclamer le contrôle d'un espace de culte et la légitimité du discours religieux qui s'y tient. À la fin de 2011, le Ministère des Affaires Religieuses, alors sous le contrôle d'En-Nahda, estimait que plus de 50 mosquées étaient contrôlées par les acteurs salafistes-jihadistes<sup>65</sup>. Un nombre important de mosquées furent prises en charge, *de facto*, par des prêcheurs salafistes, et près d'un cinquième des 5000 mosquées du pays échappaient encore au contrôle du Ministère des Affaires Religieuses en 2013<sup>66</sup>. Malgré les efforts pour reprendre contrôle des lieux de culte, un nombre indéterminé de mosquées échappent encore en 2017 à la supervision du Ministère, parmi lesquelles un certain nombre sont probablement gérées par des acteurs salafistes-jihadistes, ou gravitant dans l'orbite de cette idéologie.

Zine al-Abidine Ben Ali avait initialement une approche utilitaire de la religion, comme un outil de légitimation de son gouvernement, faisant preuve d'une certaine tolérance envers les acteurs islamistes. Cette tolérance prit fin en 1989, lorsque le processus électoral mis en place par le régime révéla un substantiel soutien populaire en faveur des islamistes, lesquels, en réponse, furent rapidement emprisonnés ou contraints à l'exil. Le régime établit alors une double stratégie, avec d'un côté, un contrôle serré des institutions religieuses et des imams, ainsi qu'une interdiction des signes religieux jugés rétrogrades, et, de l'autre, la fabrication d'une image de Président protecteur et promoteur de l'identité islamique tunisienne et de l'ordre moral.

L'établissement du Ministère des Affaires Religieuses (1992), la construction de la mosquée El Abidine (2003), la création de la banque islamique Zitouna (2009), ou encore d'une radio confessionnelle, elle aussi nommée Zitouna (2007)<sup>67</sup>, furent les produits de cette stratégie de captation de la légitimité religieuse. L'instrumentalisation croissante du religieux à des fins de légitimation du pouvoir, c'est-à-dire la politisation de l'islam tunisien par le

---

<sup>65</sup> H. Malka et M. Balboni, « Tunisia: Radicalism Abroad and at Home », art. cité, chap. 4.

<sup>66</sup> Tom Heneghan, « Ambiguous Religion Policy Backfires on Tunisia's Ruling Islamists », *Reuters*, 3 septembre 2013. Cité par Georges Fahmi et Hamza Meddeb, art. cité, p. 11.

<sup>67</sup> A. Wolf, « An Islamist 'renaissance'? Religion and politics in post-revolutionary Tunisia », art. cité, pp. 562-3.

haut, eut comme effet secondaire d'ouvrir la porte à la remise en question de l'autorité politique par les acteurs du champ religieux<sup>68</sup>.

Cette étatisation de l'islam tunisien a aussi créé un fonctionnariat religieux largement déconnecté des attentes et questionnements d'une partie croissante de la population, dans une période à la fois particulièrement polarisée autour de la « guerre contre le terrorisme » et ayant un accès de plus en plus large et aisé à des discours religieux alternatifs à celui de l'État, beaucoup plus individualiste et rigoriste, grâce aux chaînes satellitaires financées par l'Arabie Saoudite<sup>69</sup>.

Les décennies de contrôle étatique du discours religieux, la délégitimation des imams nommés par le Ministère des Affaires Religieuses – dont beaucoup ont soutenu le régime lors du soulèvement de fin 2011, ont asséché le champ religieux tunisien en en faisant à bien des égards une extension du pouvoir. Lorsque ce dernier s'est écroulé, non seulement le potentiel de mobilisation et de légitimation du discours religieux, mais aussi ses lieux d'énonciation (un nombre considérable de mosquées) ont été capturés par les salafistes. Cette prise en main de l'espace religieux participait d'une logique d'établissement d'un contrôle informel sur l'espace public : au vigilantisme grignotant la légitimité juridique de l'État s'ajoutait l'expropriation de la légitimité islamique.

Les mosquées les plus citées au niveau national par l'échantillon du rapport du Centre tunisien de la recherche et des études sur le terrorisme se situent dans le quartier El Khadhra, à Tunis, particulièrement la mosquée El Rahma. Elles sont décrites comme des espaces privilégiés pour les rassemblements de jihadistes, l'embrigadement des jeunes, l'organisation de voyages en vue de faire le jihad et présentées comme des lieux de préparation à l'exécution de nombreuses opérations. Cette prise en main des lieux de culte ne fut pas seulement un effort de captation symbolique, mais aussi l'un des lieux où le recrutement au jihadisme a pu temporairement fleurir.

---

<sup>68</sup> Rory McCarthy, « Re-Thinking Secularism in Post-Independence Tunisia », in *The Journal of North African Studies*, vol. 19, n° 5, 2014, pp. 733-750.

<sup>69</sup> ICG, *Tunisie : violences et défi salafiste*, op. cit., p. 11.

À l'image de la libéralisation du champ politique, l'ouverture du marché du religieux a offert une opportunité aux acteurs salafistes-jihadistes. La libéralisation politique était une des demandes de la révolution, mais celle-ci s'est inévitablement accompagnée d'une libéralisation au moins partielle du marché du religieux en Tunisie. Bien sûr, celle-ci ne se fait pas nécessairement au seul profit d'acteurs radicaux, ainsi qu'en témoignent des exemples de révolte paroissiale contre un nouvel imam trop conservateur au goût des fidèles<sup>70</sup>.

## Conclusion

Le paradoxe souligné par de nombreux commentateurs entre la seule transition démocratique réussie hors des « Printemps arabes » et la (relative) vigueur de sa mobilisation jihadiste nous semble dû à deux facteurs. Le premier est l'effet de surprise qu'eurent les chiffres avancés du nombre de jihadistes tunisiens qui suggéraient un phénomène d'une ampleur proportionnellement inouïe. Le second est la vitesse acquise d'une conception courante de la sécularisation comme un processus mécanique et téléologique censé rendre le « religieux » obsolète.

Inspirée par le modèle français, la Tunisie a expérimenté depuis son indépendance des phases imposées par le haut de sécularisation, dé- et re-sécularisation. Le religieux a été institutionnellement corseté par l'État, ses formes et sa visibilité légiférées, et l'islam utilisé comme capital de légitimité par le pouvoir<sup>71</sup>. L'idée d'une révolution démocratique et politiquement libérale se déroulant aux côtés d'une révolte empruntant son lexique au salafisme peut ainsi apparaître intuitivement contradictoire dans une société qui a expérimenté pendant des décennies un processus de sécularisation forcée.

Or ni la sécularisation ni la modernisation ne sont contradictoires avec les formes, violentes ou non, de néo-fondamentalisme. Par leur déconnexion avec

---

<sup>70</sup> A. Wolf, « The Radicalization of Tunisia's Mosques », art. cité.

<sup>71</sup> Loretta Dell'Aguzzo et Ester Sigillò, « Political legitimacy and variations in state-religion relations in Tunisia », in *The Journal of North African Studies*, juin 2017 ; Teije Hidde Donker et Kasper Ly Netterstrømp, « The Tunisian Revolution & Governance of Religion », in *Middle East Critique*, mars 2017.

la culture, le folklore et la langue, ils en sont même, à bien des égards, les compagnons de route de la globalisation<sup>72</sup>. De plus, la manière dont le processus de sécularisation prend place, et plus exactement sa conjugaison avec une culture politique concevant la religion comme une force préjudiciable, semble exercer un impact notable sur les mobilisations jihadistes. Les travaux de William McCants et Christopher Meserole ont par exemple mis en évidence l'existence d'un rapport entre une culture politique caractérisée par une laïcité incisive et l'extrémisme violent<sup>73</sup>. Leur recherche quantitative, faite à partir de différentes bases de données de jihadistes à l'échelle internationale, a en effet identifié la francophonie comme l'indicateur prédictif le plus saillant et développé l'hypothèse qu'une certaine culture politique commune à ces pays devait être un facteur clef. Leur supposition est que les législations et un discours politique visant à limiter la visibilité de l'identité musulmane (voile, burqa, etc.) dans l'espace public accentueraient la perception populaire d'une contradiction fondamentale entre appartenance nationale et islam(isme), et, corollairement, la séduction qu'une révolte salafiste peut exercer sur des jeunes musulmans justement en recherche de statut et d'identité. Le durcissement de cette culture politique de laïcité militante depuis une dizaine d'années dans un certain nombre de pays francophones serait un des facteurs contribuant à expliquer l'ampleur de la récente mobilisation salafiste-jihadiste, en Tunisie, en France ou en Belgique. Quelle que soit la validité de cette hypothèse, il n'en demeure pas moins que l'héritage d'une gestion étatique autoritaire et limitative de l'islam tunisien a joué un rôle dans le succès du militantisme salafiste.

Une autre source de confusion provient du présupposé que cette forme d'extrémisme violent est mécaniquement causée la répression politique et les inégalités sociales et économiques. Cette interprétation propose que, si ces violences peuvent être fabriquées par le politique et l'économique, elles peuvent être inversement mises en quarantaine, voire inversées, par une réforme de ces

---

<sup>72</sup> À ce sujet, voir l'excellent essai d'Olivier Roy, *La Sainte ignorance : Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008.

<sup>73</sup> Résultats présentés dans un bref article intitulé « The French Connection : Explaining Sunni Militancy Around the World », in *Foreign Affairs*, 24 mars 2016. Pour une discussion de leur méthodologie et conclusions, voir Christopher Meserole, « Radicalization, Laïcité, and the Islamic Veil », <https://religion.org/2016/04/25/french-connection-part-ii-radicalization-laicite-and-the-islamic-veil>.

causes premières. Il y a du vrai dans cette proposition ; un système politique kleptocratique et les inégalités sociales et économiques possèdent incontestablement des propriétés conductrices de révolte. Les enquêtes qualitatives et sondages effectués dans les zones d'où proviennent les contingents jihadistes tunisiens les plus importants mettent clairement en évidence que l'injustice, la corruption ou l'arbitraire des autorités font partie des griefs les plus souvent invoqués par les habitants. Cependant, il suffit par exemple d'évoquer le nombre de jihadistes qui proviennent de pays ouest-européens comme la Belgique, l'Autriche ou le Danemark, pour remettre en question une approche trop étroitement structurelle des causes et combustibles de cette récente vague jihadiste liée à l'État Islamique.

Le relatif succès que le salafisme-jihadiste a connu dans les premières années postrévolutionnaires en Tunisie est le produit contingent de l'alignement temporaire d'une diversité de facteurs locaux, nationaux et régionaux : la subjectivité de jeunes acteurs confrontés à l'euphorie révolutionnaire ; les désillusions de la transition et leur remarginalisation réelle et symbolique ; les conséquences de l'élargissement des droits, l'affaiblissement du judiciaire, la vacuité de l'islam officiel, l'émiettement du voisin libyen ; les effets d'appel de la geste néo-califale en Syrie. À la manière d'un événement météorologique, les jeux d'interactions entre ces facteurs ont rendu possibles à la fois l'émergence et la rapide croissance du phénomène dans ce pays.

Contingent est le mot clef dans ce contexte. Il y a en effet de bonnes raisons de penser que les progrès de la démocratisation en Tunisie, la mise en place d'une approche multidimensionnelle de la question des violences jihadistes, intégrant des réponses sociales, civiles, culturelles, religieuses et politiques, et enfin la progressive professionnalisation des forces de sécurité, ont – semble-t-il – commencé à fermer la parenthèse jihadiste en Tunisie<sup>74</sup>.

*Olivier Moos*

---

<sup>74</sup> Entretien avec Seif Eddine Trabelsi, octobre 2017.